



La mairesse de Montréal

Le 25 février 2022

L'honorable Chrystia Freeland
Vice-première ministre
Ministre des Finances
chrystia.freeland@parl.gc.ca

Madame la Vice-Première Ministre,

Je souhaite d'abord vous offrir mes sincères félicitations à l'occasion de votre réélection à titre de députée de la circonscription de Toronto–Centre et de votre nomination en tant que vice-première ministre et ministre des Finances. En cette veille de dépôt du budget, je me réjouis de savoir que la métropole du Québec peut compter sur votre appui pour élaborer des politiques et des programmes répondant aux besoins et aux réalités des grandes villes canadiennes.

Vous le savez, Montréal a été frappée de plein fouet par la pandémie de la COVID-19 et les multiples impacts continuent de se faire sentir. Si cette crise sanitaire sans précédent nous heurte toutes et tous, elle touche encore plus durement les personnes vulnérables. C'est pourquoi la Ville de Montréal s'est affairée diligemment – dans un contexte éminemment difficile – à maintenir les services de première ligne afin de garantir les déplacements, d'offrir un toit à celles et ceux qui n'en ont pas ainsi que de faciliter l'accès aux espaces verts et aux loisirs de façon sécuritaire. Tout cela a eu des impacts significatifs sur les finances de la Ville, qui est heureuse d'avoir pu compter sur l'appui de votre gouvernement, notamment grâce à la conclusion de l'*Accord sur la relance sécuritaire* et, plus récemment, grâce à l'annonce d'une aide d'urgence de 750 M\$ pour soutenir les municipalités face aux défis d'exploitation du transport en commun. Je suis ravie et reconnaissante de voir que la collaboration et le soutien du gouvernement se poursuivent auprès des villes.

À l'heure actuelle, les indicateurs semblent prudemment pointer vers un retour à une certaine normalité. Par le fait même, nos efforts devront se concentrer de plus en plus sur la relance du pays. En tant que seconde ville en importance au Canada, Montréal doit, bien sûr, demeurer au cœur des priorités de votre gouvernement afin d'assurer une relance verte, inclusive et qui ne laisse personne pour compte. Dans ce contexte, j'ai le plaisir de vous partager quelques idées à mettre en œuvre dans votre prochain budget, qui permettront de répondre à nos engagements mutuels à l'échelle environnementale, économique et sociale.

Transport collectif

La crise sanitaire a eu un impact majeur sur l'achalandage du réseau de transport collectif de la région métropolitaine de Montréal ainsi que sur ses revenus tarifaires. Le financement dans ce secteur ne peut se résumer à une aide d'urgence. Cette aide ponctuelle viendra bien sûr soutenir l'ensemble de la relance dans la région de Montréal, qui pourra ainsi continuer d'assurer son rôle de locomotive économique en ces temps incertains, et ce, tout en garantissant aux travailleuses et aux travailleurs des moyens sûrs, fiables et écologiques de se rendre à destination. Votre gouvernement doit toutefois aussi investir dans un avenir où le transport en commun jouera un rôle de plus en plus important dans nos communautés.

Nous espérons que nos échanges sur le financement structurel et à long terme du transport collectif se poursuivront. En effet, déjà en 2019, le constat était sans appel : l'ensemble des coûts de ce secteur n'a cessé d'augmenter depuis 15 ans alors que les revenus demeurent, pour leur part, essentiellement fixes depuis plus de 30 ans. La pandémie mondiale, ainsi que la crise financière qui en découle, a donc exacerbé une situation déjà présente.

J'espère que nous pourrions poursuivre la conversation sur l'avenir de nos transports collectifs et continuer à compter sur le gouvernement fédéral dans ce dossier fondamental pour le développement durable de l'ensemble du pays.

Logement

Montréal fait face à une autre crise sans précédent : celle de l'accès à un logement abordable et de qualité. Depuis plusieurs années déjà, la hausse drastique des prix rend l'accession à la propriété difficile dans la métropole, tout particulièrement pour les premiers acheteurs. Plus préoccupant encore, les ménages à revenus faibles et modestes sont confrontés à un marché locatif où les logements se font rares et les prix, de plus en plus élevés. Les logements sociaux et abordables sont en nombre insuffisant et sont loin de répondre à la demande.

L'une des solutions à envisager serait certainement de mieux arrimer la *Stratégie nationale sur le logement* aux programmes québécois afin d'accroître l'offre de logement social et abordable, et en particulier celle destinée aux ménages à revenu modeste. Ces fonds doivent être à la fois flexibles, prévisibles, pérennes et rendus disponibles rapidement. L'expérience récente générée par l'*Initiative pour la création rapide de logements* s'est avérée concluante à cet égard, en permettant la réalisation prompte de projets déjà planifiés, en collaboration avec les acteurs du milieu. Ce programme, qui offre une réponse innovante à une réalité complexe et multiple, démontre qu'il est possible d'agir avec agilité lorsque les municipalités ont les coudées franches. Cette approche doit faire école et pourrait se déployer plus largement dans l'ensemble des modèles de financement associés aux futures initiatives fédérales de financement.

L'accélération de la mise en œuvre des projets abordables et sociaux doit être au centre de l'approche fédérale en matière de logements. Au cours des dernières années, la multiplication des initiatives et les démarches administratives lourdes n'ont pas permis d'ajouter suffisamment d'unités supplémentaires sur le terrain. Malheureusement, encore trop d'unités planifiées tardent à voir le jour, faute de financement, parce que les programmes sont restrictifs ou que les montages financiers sont trop incertains. Afin de répondre aux besoins urgents des Montréalaises et des Montréalais, les décaissements issus des programmes fédéraux doivent être acheminés plus rapidement et se solder par la livraison de projets concrets. De plus, les démarches entourant l'*Initiative des terrains fédéraux* à Montréal doivent être mieux harmonisées à celles du municipal. À cet égard, la Ville de Montréal souhaite davantage de transparence et une collaboration mutuelle accrue.

En travaillant ensemble dans la perspective de rehausser l'offre globale de logements disponibles, nous pourrons également contribuer à atteindre notre objectif commun de garantir un toit pour toutes et tous, et ainsi mettre un terme à l'itinérance chronique au Canada.

Développement économique et appui au centre-ville

La sortie de crise est désormais à notre portée et celle-ci nous permet d'entrevoir des occasions uniques en matière de développement économique. Afin de bâtir une économie plus résiliente et compétitive, le gouvernement fédéral doit notamment s'engager à appuyer plus directement les centres-villes, qui participent largement à notre vitalité économique et sociale. La Ville de Montréal souhaite obtenir une contribution de 25 M\$ par année du gouvernement du Québec afin d'appuyer une telle démarche et un engagement de la part du gouvernement fédéral est également attendu à cet égard.

Afin d'appuyer la reprise du tourisme et des événements de grande envergure, Montréal compte réaliser, avec l'appui du gouvernement du Québec, le projet d'agrandissement du Palais des congrès de Montréal. Ce projet majeur hissera cette institution phare de la métropole au premier rang en espace contigu d'exposition au Canada, permettant ainsi à cet établissement de continuer sa croissance dans un marché hautement concurrentiel. Une contribution du gouvernement fédéral à ce projet porteur permettrait de compléter la revitalisation de ce secteur névralgique et attractif.

La relance durable passe aussi, et nécessairement, par des installations culturelles conviviales et attrayantes. C'est pourquoi nous souhaitons également votre appui pour la réalisation du *Plan directeur de conservation, d'aménagement et de développement du parc Jean-Drapeau 2020-2030*. Plus particulièrement, nous espérons un soutien financier fédéral pour l'un des projets phares de ce Plan : la restauration et la mise en valeur de la Place des Nations sur l'île

Sainte-Hélène, un projet évalué à 76 M\$. Lieu emblématique d'Expo 67, cet espace vert situé à un jet de pierre du centre-ville fait partie de notre patrimoine. Il doit être protégé et mis en valeur.

Par ailleurs, vous connaissez toute l'importance que revêt la requalification des terrains industriels pour y implanter des industries innovantes et développer des milieux de vie accueillants. Ceci est particulièrement vrai dans l'Est de Montréal, qui compose avec un passif environnemental depuis trop longtemps. Nous souhaitons que votre gouvernement s'engage à égaler la contribution de 200 M\$ promise par le gouvernement du Québec à cet effet.

Infrastructures

La pandémie de la COVID-19 a révélé l'importance stratégique des infrastructures pour nos villes. Le gouvernement fédéral doit continuer d'appuyer les grandes villes en offrant une aide prévisible, flexible et pérenne, en axant les priorités d'investissements sur la résilience des infrastructures et les défis liés aux changements climatiques. À cet égard, la Ville de Montréal rappelle la pertinence du *Fonds sur le développement des collectivités du Canada* et réitère sa demande de rendre permanent le doublement des versements issus de ce programme efficace.

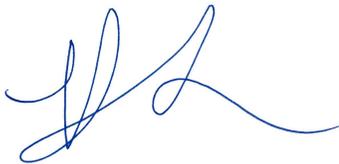
D'autre part, nous souhaitons réitérer l'importance de repenser le financement des infrastructures à la lumière des besoins actuels des municipalités. Ainsi, les nouveaux programmes qui seront développés devront tenir compte, par exemple, des impacts de l'imposition de nouvelles normes (réglementaires, environnementales, technologiques) sur les infrastructures, de même que permettre de s'attaquer aux déficits d'entretien, qui limitent les capacités des villes à livrer les meilleurs services possible.

De plus, si cette pandémie nous a fait prendre conscience de l'importance d'un réseau robuste d'infrastructures traditionnelles, elle a également mis en relief toute l'importance de miser sur les infrastructures vertes et naturelles, particulièrement en milieu densément peuplé. À cet égard, nous tenons à souligner la volonté de la Ville de Montréal de travailler de concert avec les partenaires fédéraux pour la création d'un parc linéaire dans le secteur du Havre. Cet engagement, issu du budget fédéral 2021, permettra la réalisation d'un projet porteur afin d'améliorer l'accès au fleuve tout en facilitant les déplacements actifs dans un secteur important du centre-ville. Nous souhaitons également un soutien financier de votre gouvernement afin de mettre en œuvre la réalisation d'un grand parc dans l'Est de Montréal. Ce projet est essentiel pour ce secteur qui porte un lourd héritage industriel et qui a été trop longtemps laissé pour compte en matière de verdissement.

Sécurité publique

Nous tenons à vous faire part de nos préoccupations grandissantes devant la violence commise et subie par les armes à feu. Les épisodes de fusillades et autres crimes violents sont malheureusement de plus en plus fréquents sur le territoire montréalais. Bien que la Ville travaille activement à renverser la situation, nous devons pouvoir compter sur l'engagement accru de chacun des partenaires, dont le gouvernement du Canada. Pour faire face à cet enjeu majeur et transfrontalier, chacun est appelé à agir à la hauteur de ses compétences et à investir les efforts requis. Nous demandons à votre gouvernement de déployer davantage de moyens et de ressources pour contrer cette criminalité, en plus d'interdire la possession des armes d'assaut et de poing dans l'ensemble du pays. De plus, nous comptons sur votre appui financier afin de soutenir le déploiement de caméras corporelles au sein de nos forces de l'ordre.

En vous remerciant à l'avance de l'attention que vous porterez aux demandes de la Ville de Montréal, je vous prie d'agréer, Madame la Vice-Première Ministre, l'expression de ma considération distinguée.



Valérie Plante